Les Discours controversés du Sous-développement face aux réalités empiriques

Par James BOYARD

En marge de la réunion du G20, le 8 juillet 2017, le nouveau Président français, Emmanuel Macron, déclara devant des journalistes internationaux que « le sousdéveloppement en Afrique était civilisationnel ». Ces propos non moins anodins qui rappellent tristement le fameux discours de Dakar de Nicolas Sarkozy, prononcé le 28 juillet 2007à l'université Cheikh-Anta-Diop, sont illustratifs de la grande controverse idéologique et doctrinaire qui continue d'exister autour des origines du sous-développement dans le tiers-monde.

L'objectif de ce texte est de mettre en dialogue les deux théories dominantes du sous-développement, celle d'ascendance libérale ou occidental-centriste et celle d'obédience marxiste ou tiers-mondiste, afin de démontrer que le succès du discours occidental tient plus du contrôle que cette partie du monde exerce sur le système universel de la production et la diffusion du savoir que d'une connaissance objective et réelle de l'histoire et de la sociogenèse du phénomène du sous-développement lui-même.

I.- Les Enjeux et Implications idéologiques du Sous-développement

Introduit à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le concept de Sous-développement a d'abord été utilisé pour désigner les pays pauvres ou les pays du Tiers-monde par opposition aux pays riches, industrialisés et développés. Cependant, en raison de sa connotation péjorative, cette expression devra peu à peu laisser sa place dans la littérature politique ou économique au profit d'autres expressions jugées relativement moins dépréciatives, tels, pays en voie de développement, pays dépendants, pays du Sud, pays en développement… Mais quel que soit l'expression utilisée, le sousdéveloppement définit toujours la réalité d'une communauté humaine caractérisée par des problèmes structurels, comme la malnutrition, la famine, une faible espérance de vie, un taux encore élevé d'analphabétisme, une forte croissance de la population, une dominance du secteur rural sur les autres secteurs de production et une sous-urbanisation (…)

Autant comprendre que c'est justement contre toutes ces contre-performances matérielles et humaines que la communauté internationale se propose d'intervenir, depuis le

début des années 1950, grâce à des programmes de coopération bilatérale et multilatérale capables, dit-on, d'encourager la modernisation et la croissance des Etats du Sud.[i]

Le hic est que, prés de 70 ans après l'expérimentation d'un bon nombre de politiques internationales de développement, la majorité des pays du Sud restent encore largement captifs des entraves du Sous-développement, de la pauvreté et des inégalités sociales. C'est donc dans ce climat de quasi échec de la Déclaration du droit au développement que certains Etats du Tiers-monde, affaiblis par le poids de la dette extérieure et les conséquences socio-économiques néfastes des solutions néolibérales à l'endettement, finissent, à partir de la fin des années 1990, par sombrer dans le chaos politique et une anarchie sociale aux conséquences humanitaires et sécuritaires souvent désastreuses.

Dès lors, ces nations, affectées sans cesse par des crises institutionnelles, sociales et politiques, diminuées dans leur puissance publique et dans l'expression interne de leur souveraineté internationale et ayant perdu le monopole de la violence légitime au profit de groupuscules locaux d'actions violentes et d'idéologies déstabilisantes, deviennent finalement des Etats non fonctionnels, désignés dans la doctrine politique occidentale contemporaine par toutes sortes de substantifs dégradants, tels : les « Entités chaotiques ingouvernables », les « Etats en faillite »[ii], les « Etats en crise »[iii] , les « Etats effondrés »[iv], les « Etats fragiles »[v] ou encore (dans le jargon anglo-saxon), les « Collapset State »[vi], voire les « Weak State »[vii].

Dans tous les cas, ces pseudo Etats, qu'ils émanent du continent africain, comme la Somalie ou le Soudan, de la sous-région latino-américaine, comme Haïti ou qu'ils soient de culture arabophone ou musulmane, comme l'Afghanistan ou l'Irak…ont malheureusement tous en commun le tort de représenter, aujourd'hui aux yeux de la communauté internationale des menaces pour la paix et la sécurité internationales[viii].

En effet, avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le concept d' « Etat failli » a pris une place de choix dans les réflexions stratégiques, sécuritaires et politiques des EtatsUnis et plus largement des États occidentaux et des acteurs de l'aide internationale. La vérité est que cette attaque sans précédente organisée par la nébuleuse «Al-Qaïda» contre le gouvernement américain, à partir du territoire de l'Afghanistan, a provoqué chez les pays donateurs un changement radical vis-à-vis de tout gouvernement du Sud faisant preuve de mauvaise performance en matière de gouvernance[ix].

Ainsi, ces États qualifiés de « Mauvais performeurs » seront désormais considérés comme des «Voisinages nocifs» ou des «États toxiques » pour le système international, ainsi que pour leur environnement géographique immédiat, en raison notamment de :

- ✓ la perte par leur gouvernement central du monopole de la violence légitime, au profit de groupuscules locaux d'actions violentes ;
- ✓ l'incapacité de leurs institutions publiques à contrôler les situations liées aux déplacements de population ;
- ✓ l'augmentation du trafic de la drogue et des armes sur leur territoire ;
- ✓ leur vulnérabilité à la propagation des épidémies et du développement du terrorisme ;
- ✓ la nuisance transfrontalière que provoquerait leur incapacité à contrôler les flux d'immigration ou d'émigration irrégulière, à lutter contre la criminalité transnationale, à partir de leur propre frontière et à maintenir le bon ordre politique et social au sein de leur communauté nationale, etc.

Naturellement, le danger que représente le sousdéveloppement, à travers le phénomène des « Etats faillis » a rapidement été abordé de manière officielle dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis dès 2002, puis par les européens qui ont adopté en 2003, la stratégie européenne de sécurité. Cette nouvelle doctrine de sécurité devait même être légitimé par les États latino-américains eux-mêmes, à travers leur concept de «Sécurité multidimensionnelle», adopté lors de la Conférence sur la sécurité dans les Amériques en 2003 à Mexico.

À partir de ce moment, ce nouveau paradigme sur les menaces à la paix et à la sécurité internationale s'est progressivement étendu à la littérature juridique et économique de la communauté des acteurs du développement, lesquels cristallisent depuis lors leur droit d'ingérence sur le lien qui existe entre sécurité et développement. Cela dit, dans le souci de promouvoir un « interventionnisme de droit » sur le territoire des États dits en faillite, la communauté internationale va s'empresser de réinventer, durant la première décennie post-guerre froide, le concept de « Droit d'ingérence », même si une majorité d'États, soumis à l'influence occidentale permettra de légaliser ce droit d'ingérence, à travers le principe de « Responsability to protect (Responsabilité de protéger) », adopté par l'Assemblée générale des

Nations unies, à l'automne 2005, lors du 60ème Sommet de l'Organisation. Des lors débutent sur le territoire de nombreux Etats du Sud, dont Haïti, les expérimentations sans cesse renouvelées d'une stratégie de « coopération de substitution», faisant des ONG ou des organismes de droit public étranger (comme USAID) et des missions de maintien de paix, les principaux organismes d'exécution et de gestion directe de l'aide au développement destinée aux États dits faillis.

Quoi qu'il en soit, le phénomène de Sous-développement qui suscite de nos jours autant d'élan de solidarité de la part des gouvernements et des ONG occidentaux a toujours fait l'objet de vifs désaccords entre les diverses écoles de pensée économique, quant à son origine et aux moyens de lutte les plus efficaces.

Nonobstant en effet les propositions théoriques non moins intéressantes qui tentèrent de justifier le phénomène du sous-développement par des intrants d'ordre culturel ou éthique, telles la théorie de « l'esprit d'entreprise», la théorie de la « recherche de la rente » ou plus simplement par une logique fataliste, comme, la théorie du « cercle vicieux de la pauvreté » ou la théorie de la « croissance appauvrissante», c'est surtout les théories libérales, et marxistes qui retiendront davantage l'attention des penseurs, qu'ils fussent de tendance réformateur ou traditionnelle.

Mais le hic est que, ces deux grands courants de pensée politico-économique dominant n'ont pas seulement la particularité de constituer la base de tout le socle doctrinaire de l'économie du développement, mais ils en forment également les grilles d'analyse les plus divisées et controversées au sujet des origines mêmes du sous-développement.[x]

II.- Les Discours dominants sur les origines du Sous-développement

A.- La théorie occidentale ou libérale du sousdéveloppement

En dépit de certaines nuances rhétoriques, les adeptes du libéralisme économique parviennent à l'idée que le développement économique est un phénomène linéaire, dépendant essentiellement des transformations qualitatives liées aux transitions historiques des facteurs économiques internes. C'est justement ce postulat de linéarité matérielle que Rostow a défini dans son ouvrage, intitulé les « Etapes de la croissance économique », publié en 1960.[xi]

1.- Les fondamentaux du discours libéral : Pour les adeptes du libéralisme économique, le Sous-développement n'est qu'un retard de développement. C'est à-dire, une

étape de production et d'échanges commerciaux primaires, fondée plus sur des rapports marchands subjectifs et des outils de travail traditionnels et obsolètes, incapables de susciter une accumulation de richesses suffisante susceptible d'inspirer une modernisation sociale, industrielle et politicoadministrative de la société.

A ce titre, pour les tenants de la théorie libérale, le Sous-développement demeure un phénomène entretenu essentiellement par l'environnement sociologique, économique, politique et institutionnel propre aux Etats sousdéveloppés.[xii] Ils prennent pour preuve, le manque d'ouverture de la classe dominante et la tendance paternaliste qui caractérisent la classe dirigeante des sociétés du Tiers-monde, lesquels exposent inexorablement les économies des Etats, dits sous-développés aux choix contre-productifs de l'exclusivisme bourgeoise et de l'interventionnisme étatique.

En effet, dans le premier cas, les détenteurs des moyens de production maintiennent à la faveur du clientélisme politico-administratif ou sous la base de leur position traditionnelle dans la hiérarchie sociale, un système de monopole ou de quasimonopole qui nuit au développement de l'entreprenariat. Evidemment, ces pratiques commerciales restrictives, en plus de jouer contre la création d'emploi, alimentent par son penchant spéculatif des phénomènes d'inflation et de récession économique.

Dans le deuxième cas, dans l'idée de disposer des avantages politiques liés à la maitrise de l'appareil institutionnel, l'Etat monopolise, sous couvert de l'intervention de la puissance publique, l'ensemble des activités de production et de gestion des services collectifs ou des biens quasi-économiques, entrainant ainsi un processus de dévitalisation de tout le système économique.

Cependant, en raison des dépenses de fonctionnement onéreuses de ces services publics et du coût élevé de la corruption au sein de l'administration publique, cette appropriation nationale des secteurs de services communautaires ou sociaux absorbe la plus grande part du budget national et réduit les possibilités d'accumulation de fonds publics d'investissements.

Ainsi, en excluant les opportunités de la concurrence et de l'innovation et l'apport des capitaux privés dans la production ou la gestion des biens collectifs ou semi-marchands, par le biais du libre-échange, ces pratiques finissent par entrainer le dysfonctionnement de l'Etat lui-

même, qui ne peut désormais survivre qu'en comptant sur l'assistance de la coopération ou la perfusion de l'aide internationale.

Evidemment, dans un cas comme dans l'autre, ces paradoxes structurels internes hypothèquent une bonne partie de la vie économique nationale et conduisent inévitablement à des carences de biens et de services publics ou collectifs, qui ne tarderont pas d'engendrer des insatisfactions sociales qui vont rapidement trouver échos dans les luttes pour la conquête du pouvoir, bouclant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté et de l'instabilité politique.

2.- Les limites du discours libéral : Pour les adeptes de la grille d'analyse libérale, le phénomène du sous-développement est conçu comme un cercle vicieux entretenu par les relations systémiques entre les agents et les facteurs micro-économiques internes propres au pays concerné, tels : l'absence d'esprit d'entreprenariat, la corruption, la faiblesse des revenus, la faible capacité d'épargne, le manque d'investissement, la faiblesse de la productivité et l'insuffisance de la demande.

Pour rétablir donc la situation, ces derniers proposent comme modalités de rattrapage du retard économique, les mêmes instruments de politique économique appliqués actuellement dans les pays développés, c'est-à-dire, la modernisation institutionnelle et la rationalisation économique, ce qui implique de manière concrète, le recul de l'Etat, l'adoption de mesures d'incitations durables à l'investissement, la recherche d'entrepreneurs dynamiques susceptibles d'innover sur le plan technologique et l'insertion plus poussée dans les échanges internationaux en faisant appel aux capitaux et aux technologies des pays développés.

Malheureusement, aussi séduisant que soit ce modèle libéral de développement, il ne semble pas suffisamment tenir compte des contradictions inhérentes aux rapports économiques internationaux, tels le contrôle des marchés extérieurs par les pays du Nord, (entrainant inévitablement la détérioration du terme de l'échange) ou la recherche aveugle du profit des entreprises multinationales ou des puissances étrangères (s'opposant aux intérêts sociaux et nationaux des Etats en voie de développement).

Dans le même sens, ce discours libéral oublie trop vite que les structures sociales et l'environnement économique des pays en voie de développement (PED) au XXIe siècle ne sont pas similaires à ceux qui caractérisaient les pays européens du XVIIIe. Puisqu'en réalité, les PED ne sont pas seulement en retard, par rapport aux pays industrialisés, ils en sont carrément différents à plusieurs points de vue.[xiii] Effectivement, si on devait comparer les

Etats du Nord au moment de leur transition vers l'industrialisation et les Etats du Sud, on se rendrait rapidement compte que :

- ✓ ces pays avaient eu la possibilité d'accumuler sur plusieurs siècles, via le système d'exploitation coloniale, une richesse énorme qui leur a servi de capitaux de départ pour soutenir leur industrialisation et leur urbanisation ;
- ✓ le service de la dette reste à l'heure actuelle un lourd fardeau pour le budget des PED, alors que les pays européens du XIXe siècle n'étaient pas endettés comme les PED d'aujourd'hui;
- ✓ les industries naissantes des pays européens n'avaient pas de concurrents, alors que celles des PED font face aux quasi-monopoles, à la haute technologie et à la capacité d'économie d'échelle des firmes multinationales et à la détérioration du thème de l'échange ;
- ✓ jusqu'au milieu du XXe siècle, l'économie occidentale a pu accumuler de la richesse grâce à l'exploitation outrageuse des forces de travail de l'individu, or aujourd'hui, le développement des Droits de l'homme impose aux industries le respect de clauses sociales qui font nécessairement augmenter le coût de production des biens et services et diminuer le profit ;
- ✓ les industries des Etats du Nord se sont développées en exploitant abusivement le milieu naturel, alors que celles des Etats du Tiers-monde doivent aujourd'hui respecter le droit de l'environnement ou l'équilibre écologique (…).

Tout ceci pour dire que les conditions d'un démarrage économique pour les pays sous-développés sont aujourd'hui plus difficiles à réunir qu'au XIXe siècle, et ces difficultés vont se renforcer encore davantage au fur et à mesure que s'affirment les règles de la mondialisation et que les pays développés modèlent le marché mondial et le droit international, à la faveur de leur quasi contrôle du système international.

Bien entendu, si on ajoute aux conditions macro-économiques défavorables, mentionnées plus haut, les exigences de la sécurité, la nécessité de la stabilité politique et l'existence d'un cadre juridique approprié, on peut facilement comprendre que les Etats dits en faillite sont loin de pouvoir se positionner dans la logique compétitive de l'économie-monde ou au mieux, d'attirer les investissements directs étrangers et de créer du même coup dans l'économie un effet d'entrainement, capable de générer à partir des dynamiques

interactifs entre les facteurs, investissements, production, consommation, réinvestissements et innovation technologique, un « cycle vertueux » pouvant susciter une croissance soutenue et un développement économique linéaire, suivant le schéma de Rostow.

Au regard donc des particularités structurelles et sociopolitiques défavorables des Etats en crise, le modèle de développement linéaire proposé par la théorie économique libérale n'est ni accessible, ni scientifiquement transposable aux Etats fragiles. D'ailleurs, le temps que ces pays mettront pour accumuler l'épargne et le savoir-faire nécessaires, aux fins d'être plus compétitifs dans le commerce international, les Etats occidentaux auront creusé davantage l'écart et les techniques auront encore évolué et seront devenues plus coûteuses et plus complexes.

B.- La Théorie marxiste du Sous-développement

1.- Les fondamentaux du discours marxiste : S'inscrivant dans une logique antagonique et fataliste, le courant marxiste considère le Sous-développement comme étant la résultante naturelle de l'expansion du capitalisme. Cette thèse prorévolutionnaire trouva notamment un écho favorable auprès des partisans du marxisme-léninisme au cours des années de gloire du militantisme socialiste du 20ème siècle et des tenants de la théorie de la dépendance.

Resté en effet attaché à l'idée du fonctionnement dialectique du système social, le marxisme classique ou moderne aborde la politique économique dans une logique de polarisation entre deux classes antagoniques : la classe possédante, propriétaire des moyens de production et les prolétaires, détenteurs de leur seule force de travail. La première visant toujours à accroitre la plus-value dans l'idée de faire davantage de profit et la seconde, cherchant systématiquement à obtenir l'augmentation de leur salaire, afin de sortir de l'état de subsistance et du cycle de la dépendance matérielle.

Il naitra naturellement de cette dialectique idéologique et fonctionnelle un rapport social conflictuel qui en sera le soubassement même de la lutte des classes. C'est évidement cette sorte de déterminisme économique qui, une fois transposée au plan international, caractérisera le fonctionnement de l'économie mondiale et les relations marchandes entre les Etats développés du Nord et les pays sous-industrialisés du Sud.

Dans ces conditions macro-économiques, les différences de niveau de développement entre le Nord et le Sud engendrent un mécanisme de fonctionnalité marchande antagonique,

entretenue par une division internationale de travail inégalitaire et une différenciation des tâches de production de biens et services. [xiv] Du coup, l'effectivité des rapports économiques transnationaux crée un système de polarisation internationale, symbolisé par un rapport : « Centre/ Périphérie ».

Conformément à cette structure relationnelle reprise en 1978 par le sociologue américain, Immanuel Wallerstein, le « Centre » désigne les Etats industrialisés du Nord, usant en principe de leur hégémonie politico-technologique et de leur suprématie financière et matérielle pour façonner les relations marchandes transfrontalières et procurer à l'extérieur des richesses au profit du bien-être exclusif de leur communauté. La « Périphérie » pour sa part, serait constituée par les pays en voie de développement, obligés de fournir à bon marché aux sociétés industrialisées des produits agricoles, des ressources naturelles et de la main d'œuvre, en échange de biens d'équipements, de produits de transformation ou de biens à faible valeur ajoutée pour un coût onéreux et disproportionnel[xv].

C'est justement l'expression de cette inégalité marchande qui est traduite en relations économiques internationales par la notion de : « détérioration des termes de l'échange». Autant comprendre que la nature inégale de cet échange provient d'abord de l'exploitation qui est faite des forces de travail au plan interne, dans la mesure où les pays à bas salaire sont obligés de vendre leurs produits à un prix inférieur à leur valeur d'usage au plan international. Ainsi, le mécanisme de transfert des valeurs au niveau international aboutit sans aucun doute à une exploitation des classes ouvrières des pays périphériques, ce qui, bien entendu, continue d'entretenir le cycle de la pauvreté et du sous-développement[xvi].

En conséquence, vu que l'appauvrissement des Etats est proportionnellement lié à l'étendue de l'accumulation du profit réalisé en terme absolu, par les agents macro-économiques détenteurs des moyens de production, pour sortir de cette situation de paupérisation et d'assujettissement capitaliste, les néo-marxistes proposent bien entendu d'abord un retour aux instruments keynésiens.

Autrement dit, l'application d'un modèle de politique économique qui divorcerait avec le mode de fonctionnement du néo-libéralisme, en revenant à une économie régulée par l'Etat, à travers notamment le renforcement des services publics, la création d'entreprises d'État nouvelles, la redistribution du revenu, le soutien de la demande globale et de l'emploi, les subventions directes aux entreprises privées, la nationalisation, la réglementation et le contrôle de l'activité économique privée[xvii]. Bien entendu, il s'agirait là d'une première étape

en attendant que les opportunités de crises cycliques du capitalisme permettent de parvenir à une rupture complète avec le marché mondial.

2.- Les limites du discours marxiste : Si on part du principe que le développement se traduit par l'entrée d'une société dans la civilisation technicienne, par son imprégnation des modèles institutionnels rationnels, des formes d'organisation du travail et des modèles de consommation des sociétés occidentales, il va sans dire qu'en plus d'être un phénomène d'enrichissement et de bien-être matériel, le développement est un modèle de culture-monde qui traduit de manière historique le degré actuel de civilisation de l'humanité.

A ce titre, même si le développement n'implique pas forcément une occidentalisation culturelle intégrale ou quasi-intégrale, la réalisation effective du processus d'industrialisation et de modernisation sociétale passe tout de même par la reproduction consciente ou inconsciente de certaines techniques industrielles, de modes de production et de consommation, voire même de systèmes politico-institutionnels et juridiques des sociétés occidentales.

Conséquemment à cette domination culturelle forte de plusieurs siècles, il devient aujourd'hui quasiment impossible pour une société politique de retourner en arrière ou de faire le choix d'évoluer en autarcie, sans perdre les opportunités économiques ou de transfert technologique qui seraient nécessaires et favorables à son développement ou tout au moins, sans prendre le risque de s'aliéner une partie de sa propre population, restée attachée à des liens transnationaux ou des forces internationales centrifuges.

En outre, il est vrai que, comme l'a mentionné Stéphanie Triellet, tous les pays du Tiers-monde ont en commun le fait d'avoir subi de la part des puissances industrialisées un processus de colonisation, qui remonte, pour les Républiques latino-américaines, depuis le XVI siècle et pour les Etats d'Asie et d'Afrique, respectivement au XVIIIe et XIX siècle. D'ailleurs, les auteurs comme Edouardo Galleano ont, dans leur écrit, témoigné de l'ampleur des désastres du colonialisme et de ses effets contemporains sur l'évolution de la plupart des pays du sous-continent latino-américain et du continent africain[xviii].

Cependant, même si nous ne pouvons rejeter le passé colonial comme l'un des faits causaux du sous-développement, il faut aussi avouer que le colonialisme ne peut à lui seul expliquer le phénomène du Sous-développement, voire même la situation de faillite, plus de

deux cents ans plus tard, de nombreux Etats du continent africain ou d'autres continents, dont spécialement Haïti.

En effet, à partir de la décennie de 1960, il nous a été permis d'observer, avec l'avènement des premiers nouveaux pays industrialisés (NPI), comme Corée du Sud, Singapour, Hongkong et Taiwan, appelés les « Dragon asiatiques » qu'il était possible, sous certaines conditions, pour des Etats sousdéveloppés ou en voie de développement, d'amorcer un véritable décollage industriel et rattraper les pays développés.

D'ailleurs, au tournant des années 1990, ces quatre Etats cessent même de faire partie des NPI pour être considérés définitivement comme des véritables pays développés. Dans le même sens, certains pays, tels le Chili, l'Argentine, le Mexique et la Colombie, ayant subi les mêmes conditions de colonisation que des Etats actuellement sous-développés, ont connu au cours de ces vingt à quarante dernières années une phase d'industrialisation rapide telle, qu'ils sont classés aujourd'hui dans le groupe « Jaguar » des nouveaux pays industrialisés. Il en est de même pour des pays comme la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines qui même s'ils n'ont pas connu un régime de colonisation de peuplement ou d'exploitation classique, ont été pendant longtemps assujettis à la domination successive de plusieurs puissances coloniales ou impérialistes[xix].

Que dire encore des pays, comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du sud, qui en dépit du fait, qu'ils ont connu, soit toute la rigueur du colonialisme soit un régime de protectorat ou d'annexion, sont devenus aujourd'hui de grandes puissances émergentes, au point d'être respectivement, les deuxième, quatrième, neuvième et vingtcinquième puissances économiques mondiales ?

Au regard de l'analyse critique des discours du sous-développement que nous venons de réaliser, nous retiendrons d'abord que l'historiographie de ce concept n'est pas idéologiquement neutre. Selon les courants de pensée occidentalo-centriste ou tiers-mondiste, les origines historiques de ce phénomène sont souvent diversement appréhendées et interprétées.

Cependant, quel que soit le sens politique auquel on accorde à ce concept, les faits historiques objectifs exposés plus haut nous auront tout de même permis de geler le traditionnel débat entre l'école libérale et l'école marxiste sur les origines du sous-développement, en établissant une relation causale entre le processus du développement des

Etats occidentaux, notamment européens, amorcé au XIXème siècle et la domination politique et économique à laquelle étaient soumises les sociétés du Tiers-monde à partir du 16ème siècle. Autrement dit, il aura fallu pour les Etats dits aujourd'hui développés de profiter de leur position dominante dans le système international, pour accumuler pendant au moins trois siècles, à travers l'exploitation à outrance des colonies, un ensemble de richesses qui n'allait pas tarder à être mis plus tard à contribution, en tant que ressources de « Big push », pour initier leur propre révolution industrielle. Toutefois, nous devons aussi admettre que même si l'histoire de la colonisation et les dynamiques contemporaines de domination pèsent lourdement sur le développement de certaines régions du monde, l'accession des BRICS et des dragons asiatiques au rang de nouveaux pays industrialisés doit inspirer de dépasser aujourd'hui la thèse de l'école tiers-mondiste sur la responsabilité exclusive de « l'hégémonie occidentale » dans le sous-développement

---

[i] Yves Lacoste.1967. " Le concept de sous-développement et la Géographie." *Annales de Géographie*, vol. 76, no. 418 : 644-670. 275

[ii] Stewart Patrick.2007. "'Failed' States and Global Security : Empirical Questions and Policy Dilemmas". *International Studies Review*. Vol. 9, no. 4 : 644–662.

[iii] Turkan Firinci Orman.2016. "An Analysis of the Notion of a Failed State." *International Journal of Social Science Studies*, vol. 4, no. 1 : 77-85

[iii] Oswaldo de Rivero.2003. *Le Mythe du développement : les économies non viables du XXIe siècle*, Paris : Editions Charles Leopold Mayer, Pp 173-179

[iv] Sonja Grimm, Nicolas Lemay-Hébert, and Olivier Nay.2014. "'Fragile States' : Introducing a Political Concept." *Third World Quarterly* vol. 35, no. 2 : 197–209

[iv] William Zatman.1995. *Collapsed States : The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Colorado : Lynne Reynner Publisher, Pp. 1-10

[iv] Michael Handel.1990. *Weak States in the International System,* Abingdon-onthames : Routledge, Pp. 9-48

[iv] Stewart Patrick.2007. ""Failed" States and Global Security : Empirical Questions and Policy Dilemmas." *International Studies Review*, vol. 9, no. 4 : 644-62 277

[iv] Caty Clément.2004. " Un modèle commun d›effondrement de l›état ?..." *Revue internationale de politique comparée*, vol. 11, no. 1 : 35-50.

[iv] Denis Clerc, et David S. Landes.2001. " Richesse et pauvreté des nations." *L'Économie politique*, vol. 11, no. 3 : 107-11

[iv] Walt Whitman Rostow. 1990. *The Stages of Economic Growth : A non-communist manifesto*, Cambridge : Cambridge University, 272 p.

[iv] Luc Fauvel.1957. “Une introduction à la théorie du sous-développement.” *Revue économique*, vol. 8, no.1 : 140-145

[iv] Hugues Puel. “ Le néolibéralisme, modèle économique dominant.” *Revue d’éthique et de théologie morale*, vol. 233, no. 1, 2005, pp. 29-51.

[iv] Sami Amin.1973. *Le développement inégal*, Paris : Éd. de Minuit, 365 p.

[iv] Immanuel Wallerstein.1978. “World-system analysis : theoretical and interpretative issues. World-System Analysis.» *Theory and Methodology*, : 91- 103

[iv] Emmanuel Arghiri.1970. “ La question de l’échange inégal. L’Homme et la société“. *Sociologie économie et imperialism*, no 18 : 35-59

[iv] Roger Frydman.1988. “ La Théorie Générale de Keynes : Economie et Politique.” *Cahiers d’économie politique*, no 14-15 : 99-109

[iv] Eduardo Galleano.1981. *Les Veines ouvertes de l’Amérique latine*, Paris: Editions Plon, coll. “ Terre humaine “, 1981, 435 p

[iv] Jean-Louis Thiébault.2011. “ Comment les pays émergents se sont-ils développés économiquement ? La perspective de l’économie politique.” *Revue internationale de politique comparée*, vol. 18, no. 3 : 11-46.